


ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, PHASE I

**12025, rue Ontario Est, Montréal, Québec
N/D: E1209409**

CONFIDENTIEL

**Présenté à
Monsieur Robert Busnardo
1493, Grignon
Mascouche, Québec. J7K 3N3
&
Monsieur François Frriorito, directeur de compte
Banque Nationale du Canada
9001, boulevard de l'Acadie, suite 100
Montréal, Québec. H4N 3H5**

Préparé et rédigé par :


Anass Guessous, M. Sc., Env.

Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc.

1692, Place de Lierre, suite 300
Laval, Québec. H7G-4X7

Tél.: (450) 662-6400
Télec.: (450) 662-6469

Le 17 septembre 2012

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| SOMMAIRE EXÉCUTIF | 1 |
| 1 INTRODUCTION | 2 |
| 2 DESCRIPTION ET OCCUPATION DU SITE | 4 |
| 3 NATURE DE L'EXPERTISE | 5 |
| 4 METHODOLOGIE | 6 |
| 5 RÉSULTATS | 7 |
| 5.1 Historique environnemental | 7 |
| 5.1.1 La chaîne des titres | 7 |
| 5.1.2 L'examen des photographies aériennes | 9 |
| 5.1.3 Plan d'assurance incendie | 10 |
| 5.1.4 Carte d'utilisation du sol | 10 |
| 5.1.5 Les entrevues | 11 |
| 5.1.6 Les rapports gouvernementaux | 11 |
| 5.1.6.1 Rapport du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec. | 11 |
| 5.1.6.2 Rapport de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) | 11 |
| 5.1.6.3 Rapport de la Ville de Montréal | 12 |
| 5.1.6.4 Site du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec. | 12 |
| 5.1.6.5 Site de la Régie du bâtiment Québec (RBQ) | 13 |
| 5.1.6.6 Rapport de Gaz Métropolitain | 13 |
| 5.1.6.7 Études environnementales antérieures | 13 |
| 5.2 La situation environnementale actuelle | 14 |
| 5.2.1 La visite des lieux | 14 |
| 5.2.2 Les voisins immédiats | 19 |
| 5.2.3 Description du sol et du relief | 20 |
| 6 CONCLUSION | 22 |
| 7 LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES AU SUJET A L'ETUDE | 23 |
| 8 LIMITES ET PORTÉE DU RAPPORT | 24 |
| 9 TITRES ET QUALITÉS DU CONSULTANT | 25 |
| ANNEXES | 1 |

LISTE DES TABLEAUX

| | Page |
|----------------------------------------------------------------|------|
| Tableau 1: Résumé des principales transactions de vente..... | 8 |
| Tableau 2 : Résumé de photographies aériennes consultées | 9 |
| Tableau 3: Liste des voisins immédiats..... | 19 |

LISTE DES FIGURES

| | Page |
|----------------------------------------------------------------------------------|------|
| Figure 1: Localisation de la propriété..... | 2 |
| Figure 2: Géologie des formations superficielles de Montréal, Québec (1975)..... | 20 |

LISTE DES ANNEXES

| | Page |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Annexe 1: Photos | B |
| Annexe 2: Certificat de localisation, Unité d'évaluation foncière et chaînes des titres..... | J |
| Annexe 3: Photographies aériennes | Z |
| Annexe 4: Plan d'assurance incendie..... | FF |
| Annexe 5: Rapport du MDDEPQ, de la RBQ, Ville de Montréal, Gaz Métropolitain et RMS..... | KK |

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Dans le cadre d'une transaction financière, les services de la firme, **Groupe Enviro-Conseil GS inc.**, ont été retenus le 4 septembre 2012 par monsieur André Massé, afin de réaliser une évaluation environnementale de site Phase I de la propriété située à 12025, rue Ontario Est, Montréal, Québec.

| Coordonnées géographiques du site | |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Latitude (Décimal) | 45.64319773247648 |
| Longitude (Décimal) | -73.50891630919267 |
| Latitude (Sexagésimal) | N 45°38' 35.5122" (+45°38' 35.5122") |
| Longitude (Sexagésimal) | W 73°30' 32.097" (-73°30' 32.097") |

L'évaluation environnementale de site Phase I est réalisée dans le but de déceler la présence réelle ou potentielle de contamination des sols et/ou de l'eau souterraine ou de surface à la suite des activités actuelles ou antérieures sur le site ou dans le voisinage immédiat. La présente étude est réalisée en conformité aux principes généraux de la norme CSA Z768-01.

Il est à noter que l'évaluation environnementale de site Phase I ne comprend pas le processus d'échantillonnage, d'analyse et de mesurage.

La vérification environnementale a été effectuée le 10 septembre 2012 par Monsieur Anass Guessous, M. Sc., du **Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc.**

L'évaluation environnementale de site Phase I réalisée sur les propriétés à l'étude, selon la démarche utilisée et décrite dans le présent rapport, a démontré que la propriété ne présente pas des risques environnementaux. Une évaluation environnementale de site Phase II n'est pas nécessaire.

1 INTRODUCTION

Les services du **Groupe Enviro-Conseil GS inc.**, ont été retenus le 28 juin 2012 par Monsieur Ronald Gosselin, afin de réaliser une évaluation environnementale de site Phase I de la propriété, située à 2520 rue de Monsabré, Montréal, Québec, dans le cadre d'une transaction financière (**Figure 1**).

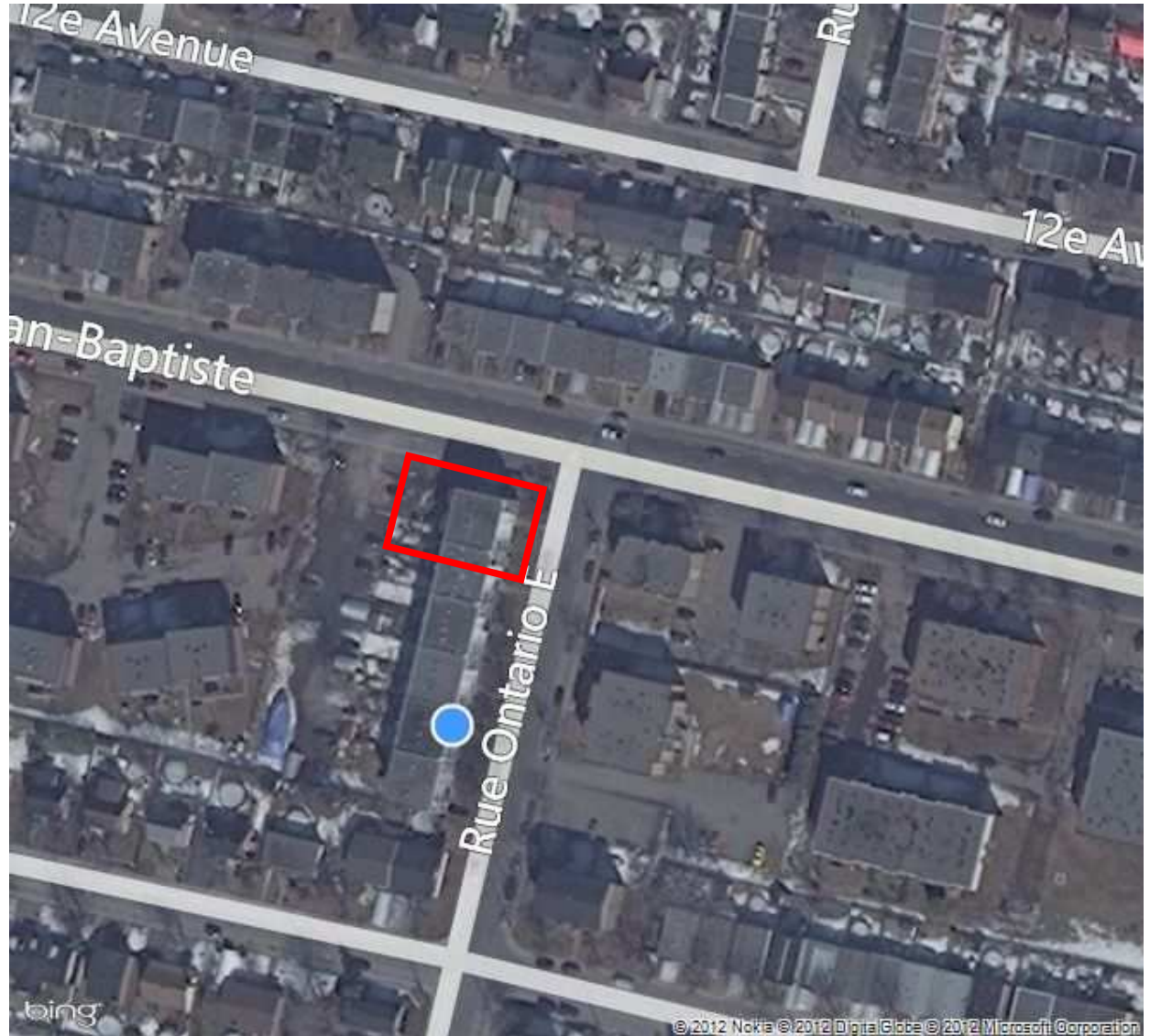


Figure 1: Localisation de la propriété

L'évaluation environnementale de site Phase I est réalisée dans le but de déceler la présence réelle ou potentielle de contamination des sols et/ou de l'eau souterraine ou de surface à la suite des activités actuelles ou antérieures sur le site ou dans le voisinage immédiat. La présente étude est réalisée en conformité aux principes généraux de la norme CSA Z768-01. Elle est réalisée selon la méthodologie suivante :

Une étude des documents disponibles est effectuée afin de retracer l'historique du terrain et de ses environs, d'identifier l'occupation du site à travers les années passées et d'essayer d'en dégager les éléments ou les activités pouvant présenter des sources potentielles de contamination. Cela consiste à effectuer :

- Le relevé des photographies aériennes, les plans d'assurance incendie et les cartes d'utilisation du sol auprès de la Bibliothèque nationale du Québec à Montréal;
- La recherche relative au titre de propriété sur le site Internet du Registre Foncier du Québec;
- La consultation du répertoire des terrains contaminés, le répertoire des dépôts de sols et de résidus industriels (ancien GERLED) qui proviennent du site Internet du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs;
- Les demandes d'accès à l'information auprès des agences gouvernementales et des autorités visées;
- La consultation du registre de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) sur le site Internet concernant les équipements pétroliers.

Une inspection des lieux est effectuée afin d'identifier les sources actuelles ou potentielles de pollution liées aux activités et/ou aux installations des occupants et propriétés voisines.

Une entrevue est généralement réalisée auprès du personnel des lieux.

2 DESCRIPTION ET OCCUPATION DU SITE

La propriété à l'étude est située à 12025, rue Ontario Est à Montréal, Québec.

| | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| Latitude (Sexagésimal) | N 45°38' 35.5122" (+45°38' 35.5122") |
| Longitude (Sexagésimal) | W 73°30' 32.097" (-73°30' 32.097") |

Elle se trouve dans un secteur résidentiel. Elle est limitée au sud par des édifices à logement, au nord par le boulevard Saint-Jean Baptiste, suivi par des logements multifamiliaux, à l'ouest par des espaces de stationnement suivis par des édifices à logements et finalement, à l'Est par la rue Ontario suivie par des édifices à logement.

Il s'agit d'un édifice résidentiel de quatre étages a été construit en 1969. Les fondations du bâtiment sont en béton et le revêtement extérieur est en brique vinyle. **(Photos 1, 2, 3, annexe 1).**

La propriété à l'étude est représentée par le lot rénové 1 093 086, cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Le terrain a une superficie de 593,00 mètres carrés. Le propriétaire actuel est Mancini Anthony.

L'occupation du site est conforme aux exigences des règlements de construction et de zonage de la municipalité, en vigueur, à savoir que l'immeuble est classé résidentiel tel que porté sur le rôle d'évaluation foncière. (Voir annexe 2).

3 NATURE DE L'EXPERTISE

L'évaluation environnementale de site Phase I est réalisée dans le but de déceler la présence réelle ou potentielle de contamination des sols et/ou de l'eau souterraine ou de surface à la suite des activités actuelles ou antérieures sur le site ou dans le voisinage immédiat. La présente étude est réalisée en conformité aux principes généraux de la norme CSA Z768-01. Elle comprend:

- 1- L'historique de la propriété;
- 2- Une inspection des lieux est effectuée afin d'identifier les sources actuelles ou potentielles de pollution liées aux activités et/ou aux installations des occupants et propriétés voisines;
- 3- Une entrevue est généralement effectuée auprès du personnel des lieux;
- 4- La rédaction d'un rapport détaillé.

4 METHODOLOGIE

Afin de bien cerner l'état environnemental actuel de la propriété, les démarches suivantes ont été entreprises:

- Recherche des titres sur le site du registre foncier du Québec;
- Examen des plans d'assurance incendie et des cartes d'utilisation du sol;
- Examen des photographies aériennes anciennes et récentes;
- Examen d'éventuels rapports antérieurs touchant de près ou de loin les conditions environnementales du site;
- Visite et examen exhaustif des activités actuelles du site;
- Examen des cartes géologiques (géologie des dépôts meubles);
- Examen de la surface du sol et relevé des irrégularités;
- Vérification de la disposition et de l'entreposage des produits dangereux (huile usée, peinture, etc.);
- Détermination des activités des voisins immédiats et identification des activités à risque;
- Entrevues, si nécessaire avec des personnes-clés;
- Recherche auprès du ministère de Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, et auprès des autorités municipales pour vérifier d'éventuelles infractions par rapport à la Loi sur la qualité de l'environnement.

Les principaux points à vérifier par rapport aux activités du sujet et du voisinage sont surtout la contamination du sol et éventuellement la nappe phréatique. L'absence de produits dangereux (amiante, BPC, etc.) lors de l'inspection d'une bâtisse est aussi vérifiée. Il est important de noter qu'aucun échantillon de sol, d'eau ou d'air n'est pas prélevé lors d'une évaluation environnementale de site, phase I.

5 RÉSULTATS

5.1 *Historique environnemental*

5.1.1 La chaîne des titres

La recherche des titres permet d'identifier les propriétaires ayant transigé sur le site et de cibler ceux qui, par leurs activités, auraient pu contaminer le site. La recherche a été effectuée sur le registre foncier du Québec. Les copies des inscriptions au registre pour le lot visé sont fournies à l'**annexe 2**.

La propriété à l'étude, située au 12025, rue Ontario Est à Montréal, est représentée par le lot rénové 1 093 086 du Cadastre du Québec, tel que décrit dans l'index des immeubles de la circonscription foncière de Montréal, déposé le 21 novembre 1997. Ce lot correspond aux anciens lots 175-488, 175-497 du cadastre de la paroisse de Point-aux-Trembles, circonscription foncière de Montréal, déposé le 13, juin 1968, tel que décrit à l'index des immeubles.

L'examen de la chaîne des titres à l'index aux immeubles du registre foncier du gouvernement du Québec, révèle qu'*Antony Mancini, Mario Mancini et autres* ont acquis la propriété aux termes d'un acte de vente enregistré le 22 juin 2012 sous le numéro 16054 066.

Nous avons remonté la chaîne des titres jusqu'à 1968, date d'établissement du registre foncier. Le tableau suivant résume les principaux propriétaires du site à l'étude.

Tableau 1: Résumé des principales transactions de vente

| Date | No. d'enregistrement | Vendeur | Acquéreur |
|------------|----------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------|
| 2009-04-01 | 16 054 066 | Cioffi Carmine Perricone Paolina | Mancini Antony Mancini Mario et autres |
| 2003-03-11 | 10 286 128 | Lachapelle Pierre Lemay Danielle | Cioffi Carmine Perricone Paolina |
| 1987-04-30 | 3 861 420 | Daoust André et al. | Lachapelle Pierre Et al. |
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Denomme Mario et al. | Daoust André et al. |
| 1984-07-06 | 3 495 980 | Immeubles Lord Ltée. | Denomme Mario et al. |
| 1983-07-22 | 3 384 729 | Gagnon Bertrand | Immeubles Lord Ltée. |
| 1982-01-19 | 3 234 998 | Paradis Jacques | Gagnon Bertrand |
| 1981-05-01 | 3 167 920 | Daoust Jean-Guy Syndic | Paradis Jacques |
| 1974-02-13 | 2 493225 | Des Lauriers C. | Levesque G. |
| 1968-05-14 | 2 137 564 | Carmosino construction Inc. | ...?Glissardi |
| 1968 | 2 095 300 | Credit immobilier Inc. | Des Lauriers C. |
| | | | |

L'analyse des titres a démontré surtout le nom de particulier, le nom d'une compagnie de construction et des institutions financières. Elle n'a révélé aucun nom d'une entreprise ayant des activités commerciales ou industrielles susceptibles de contaminer les sols et l'eau souterraine de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEP, 1998, révisé en 2001.

N.B.: La liste des transactions citées ci-dessus est donnée à titre informatif et ne doit pas être considérée comme une recherche formelle ni exhaustive de la chaîne des titres légaux de la propriété.

5.1.2 L'examen des photographies aériennes

Afin d'appuyer les résultats des recherches historiques au bureau de la publicité des droits, les photographies aériennes de la ville de Montréal et les images satellites de Google Earth suivantes ont été examinées (**Tableau 3, annexe 3**).

Tableau 2 : Résumé de photographies aériennes consultées

| Ligne | Photos | Année | Échelle |
|--------------|--------|-------|----------------------|
| Google Earth | -- | 2010 | -- |
| Google Earth | --- | 2005 | --- |
| Google Earth | --- | 2002 | --- |
| 81 | 102 | 1973 | 1pouce :400 pieds |
| L10 | 71 | 1947 | --- |

Les photos-satellites de 2002, 2005 et 2010, montre la propriété à l'étude en place et le secteur tels que nous les observons aujourd'hui.

La photographie aérienne de 1973, montre la propriété à l'étude en place, les routes sont bien tracées, il existe encore quelques terrain vacants surtout sur le côté est de la propriété à l'étude. Le secteur est essentiellement résidentiel et on ne voit pas de station de service à proximité du sujet à l'étude. Une industrie pétrolière est observée sur le côté sud de la propriété à l'étude à quelques rues de cette dernière.

Aucune photographie aérienne ni de photo-satellite n'a permis d'identifier la présence d'une station de service ni d'industrie aux-alentours du site pouvant porter préjudice à l'environnement, ce qui nous rassure sur le passif environnementale du site.

5.1.3 Plan d'assurance incendie

Les plans d'assurance incendie permettent d'obtenir des renseignements sur les antécédents de la propriété à l'étude et du secteur avoisinant. Ils informent sur la présence de réservoirs de stockage, de chaufferie, de transformateurs et d'autres éléments susceptibles d'être pertinents à l'étude. Un examen des ces plans disponibles à la *Bibliothèque Nationale* a permis de découvrir que l'Underwriter's Survey Bureau a dessiné un plan du secteur à l'étude, datant du 1959. Pointe-Aux-Tremble, Québec. **(Voir annexe 4).**

Le plan d'assurance incendie de 1959, montre que le secteur n'était pas encore couvert par le plan d'assurance incendie, ce qui confirme la date de construction de la propriété en 1959.

5.1.4 Carte d'utilisation du sol

Les cartes d'utilisation du sol fournissent des informations sur les affectations historiques successives du site à l'étude ainsi que des sites du secteur avoisinant. Un examen des ces plans disponibles à la *Bibliothèque Nationale* nous a permis de découvrir que l'Underwriter's Survey Bureau a dessiné 4 plans du secteur à l'étude en 1983, 1985, 1986 (feuillet 245-32).

Toutes les cartes d'utilisation du sol montrent le sujet à l'étude en place, le secteur est essentiellement résidentiel et bien développé. La carte d'utilisation du sol de 1983 tout comme la photographie aérienne de 1973, montrent que les voisins Est de l'autre côté de la rue Ontario n'existaient pas. La carte d'utilisation du sol de 1985, montre que cette ses voisins sud sont occupés par édifices à logement.

Les cartes d'utilisation de sol ont montré un secteur résidentiel. Aucune carte d'utilisation du sol n'a permis d'identifier une station de service ni d'industrie au voisinage du site pouvant avoir un impact sur l'environnement.

5.1.5 Les entrevues

L'entrevue a été réalisée avec madame Justine Cholette, agente d'immeuble.

Madame Cholette nous informe que la bâtisse présente sur la propriété à l'étude est un édifice à logement construit en 1969.

Il nous informe également que le chauffage est à l'électricité et ce depuis sa construction. Elle nous a indiqué qu'il n'y a pas de sous-sol ni de sous-sol de service et qu'il n'y a aucun réservoir souterrain ou hors terre sur le terrain de sujet à l'étude. Selon elle, les murs et plafonds ne sont pas isolés à l'amiante et en fin rien à sa connaissance ne présente un impacte sur l'environnement.

5.1.6 Les rapports gouvernementaux

5.1.6.1 Rapport du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

Une demande de renseignements a été envoyée le 6 septembre 2012 à madame **Isabelle Falardeau**, répondante à la loi sur l'accès aux documents au Ministère du Développement Durable, Environnement et Parcs du Québec, direction de Montréal (**Annexe 5**).

Une réponse a été obtenue le 7 septembre 2012. Le Ministère ne détient aucun dossier concernant des renseignements de nature environnementale à l'égard du sujet à l'étude.

5.1.6.2 Rapport de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

Une demande écrite a été adressée à **madame Chantal Fontaine**, responsable de l'accès à l'information à la RBQ, le 6 septembre 2012 pour savoir s'il y a un dossier à l'encontre de la propriété à l'étude concernant les produits pétroliers (**Annexe 5**).

Une réponse a été obtenue le 7 septembre 2012. La RBQ ne dispose d'aucun dossier à l'encontre de la propriété à l'étude concernant les installations des produits pétroliers.

5.1.6.3 Rapport de la Ville de Montréal

Une demande de renseignements de nature environnementale a été adressée au service du greffe de la ville de Montréal l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles le 6 septembre 2012. (**Annexe 5**).

La ville nous a répondu le 10 septembre 2012, elle nous a informé qu'il y a des délais de la direction de l'environnement de la ville de Montréal, division de contrôle des rejets industriels et que la réponse de cet instance nous sera transmise dès réception dans un délai de 20 jours. Le client serait immédiatement averti si la réponse de cette instance devait modifier les conclusions finales de la présente étude.

5.1.6.4 Site du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

Le répertoire des terrains contaminés du Ministère de Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) a été consulté. La mise à jour de celui-ci datait d'avant le 17 septembre 2012. Le site à l'étude ne figure pas dans ce répertoire. Il n'y a aucun terrain contaminé à un rayon approximatif de 200 m du site à l'étude.

Le répertoire des dépôts de sols et de résidus industriels du Ministère de Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP) a été consulté. La mise à jour de celui-ci datait du 9 septembre 2012. Le site à l'étude ne figure pas dans ce répertoire. Il n'y a aucun lieu de dépôts de sols ou de résidus industriels dans un rayon approximatif de 200 m du site à l'étude.

L'absence d'enregistrement d'un terrain sur la liste du site du ministère du Développement Durable Environnement et Parcs du Québec ne veut pas dire que ce terrain et son voisinage ne soient pas contaminés. En effet, beaucoup de terrains contaminés ne sont pas enregistrés sur le site du ministère à cause de la loi sur l'accès à l'information.

5.1.6.5 Site de la Régie du bâtiment Québec (RBQ)

La liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé de la Régie du bâtiment du Québec a été consultée le 28 juin 2012. La mise à jour s'effectue chaque semaine, le site à l'étude ne figure pas sur le répertoire. Il n'y a aucun titulaire de permis dans un rayon de 200 m du site à l'étude. De même que le registre des sites d'équipements pétroliers de la Régie du bâtiment du Québec a été consulté le 28 juin 2012, le site à l'étude ne figure pas sur le registre. Il n'y a aucun titulaire de permis dans un rayon de 200 m du site à l'étude.

5.1.6.6 Rapport de Gaz Métropolitain

Une demande de renseignements a été adressée au Gaz Métropolitain, le 6 septembre 2012, afin de connaître la date de branchement/débranchement au réseau de Gaz Métro (**Annexe 5**). Nous n'avons pas reçu la réponse de cette instance.

Le client serait immédiatement averti si la réponse de cette instance devait modifier les conclusions finales de la présente étude.

5.1.6.7 Études environnementales antérieures

Aucune étude environnementale n'a été soumise à notre attention.

5.2 La situation environnementale actuelle

5.2.1 La visite des lieux

La visite des lieux a été effectuée le 10 septembre 2012 par Anass Guessous, M. Sc., Env du **Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc** accompagné de madame Justine Cholette.

Il s'agit d'une propriété résidentielle de quatre étages sans sous-sol comprenant 8 appartements, située au 12025 rue Ontario Est à Montréal, le mur sud est mitoyen. (Photos 1, 2, 3, 4, annexe 1).

Selon la Ville de Montréal, le bâtiment a été construit en 1969. Le revêtement extérieur est en brique et la fondation est en béton. Le bâtiment occupe environ 1/3 de la superficie du terrain, l'autre partie est occupée par des espaces verts et de stationnement.

Chauffage

Le mode de chauffage, l'eau chaude et les cuisinières sont électriques, le chauffage est assuré par des plinthes électrique, la chambre électrique se trouve au 4^{ème} étage dans une petite chambre fermée. (Photos 5, 6, 7, 8, annexe 1).

Réservoir souterrain ou hors terre

Aucun réservoir souterrain ou hors terre ni de tuyaux laissant deviner l'existence d'un ancien réservoir ne se trouvent sur le site à l'étude.

Équipements électriques

Les équipements électriques, tels les transformateurs et les ballasts des néons, fabriqués avant 1977 contiennent généralement des biphényles polychlorés (BPC) comme fluide isolant. L'utilisation de BPC dans les équipements électriques a été prohibée en 1977 par une loi fédérale. Les ballasts ne sont plus fabriqués avec des BPC depuis le 31 décembre 1978. Étant donné l'âge du bâtiment (1968), il est probable que des ballasts contenant des BPC soient encore présents sur les lieux. Le cas échéant, lorsqu'ils seront à remplacer,

ces ballasts devront être entreposés puis disposés selon les lois fédérales et provinciales sur l'environnement, notamment selon le règlement sur le stockage des matériaux contenant des BPC (DORS/91-152). Toutefois, la disposition de ces ballasts n'est pas obligatoire tant qu'ils continueront de fonctionner.

Plomb

Le règlement sur les produits dangereux (revêtements liquides) a été adopté en 1976 en vertu de la *Loi sur les produits dangereux*. Il limite à une valeur de 600 mg/kg (0,06 p. 100 poids/poids) la teneur en plomb des peintures. Les bâtiments construits avant cette date peuvent contenir des surfaces revêtues avec de la peinture contenant du plomb. Il est à noter que la peinture à base de plomb ne présente aucun risque pour la santé tant qu'elle ne s'écaille pas ou se détache, ce qui n'est pas le cas présentement.

Amiante

L'inspection du bâtiment n'a pas permis d'identifier la présence de matériaux qui pourraient contenir des fibres d'amiante. Cependant, étant donné l'âge du bâtiment (1968) et que l'utilisation de ce matériau a été interdite seulement en 1980 (*Loi sur les produits dangereux* de Santé Canada), il est possible de trouver des fibres d'amiante dans le bâtiment. Il est important de noter qu'aucune inspection à l'intérieur des murs ou intrusive de la présence d'amiante dans le bâtiment n'a été réalisée lors de ce mandat.

Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle qui provient de la désintégration de l'uranium présent dans la croûte terrestre. Sa présence est ubiquitaire à la surface du globe bien que sa production et, par conséquent, sa concentration ne soient pas uniformes. Le radon peut s'infiltrer dans les bâtiments essentiellement par les fissures et autres voies d'entrée au niveau du soubassement. De plus, comme il est plus lourd que l'air, il a tendance à se concentrer dans les parties les plus basses et les moins ventilées comme dans les sous-sols des résidences.

La propriété à l'étude ne fait pas partie des secteurs problématiques pour la concentration en radon, identifiés par les études de la *Commission géologique du Canada* faites entre 1992 et 1993 (Oka, Saint-André d'Argenteuil, Mont-Saint-Hilaire et Baie-Johan-Beetz).

Mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF)

La mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF) a été utilisée dans les années 1950 dans le but de mieux isoler les cavités difficiles d'accès des murs des habitations. Cet isolant fut très populaire en Amérique du Nord durant les années 1970, mais de nombreuses allégations de problèmes de santé causés par le formaldéhyde relâché par la MIUF causent un déclin important de son utilisation au début des années 1980, quand l'utilisation de la MIUF a été interdite par le gouvernement fédéral.

Il est à noter que dans le cadre du présent mandat, aucune investigation n'a été effectuée dans les cloisons et les plafonds du bâtiment à l'étude.

Substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO)

La production des SACO a commencé dans les années trente aux fins de réfrigération. Toutefois, leur utilisation est de moins en moins fréquente, en raison de leur contribution à la destruction de la couche d'ozone. Depuis 1989, le Canada a adopté un règlement pour contrôler les importations, l'utilisation dans certains cas, la vente et l'exportation des substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) et a mis à jour la liste de substances toxiques de l'annexe 1 de la LCPE.

Dans la pratique courante, il est permis de croire que se sont les réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs qui sont susceptibles de contenir des SACO. Toutefois, aucune investigation poussée n'a été effectuée sur ses matériaux.

Eau potable

L'alimentation en eau potable est assurée par le réseau d'aqueduc de la ville de Montréal.

Rejets d'eaux usées

Les conduites sanitaires du bâtiment communiquent avec le système d'égout municipal.

Puits de drain et drainage de surface

Aucun puits de drain et aucun puis de surface de drainage n'ont été identifiés sur les lieux.

Produits générés

Les produits générés sont des produits de déchets domestiques récupérés par la Ville de Montréal

Les activités désignées par règlement

La présente étude n'a pas pour vocation de faire une vérification de l'application de la loi et de la réglementation, ni de faire une vérification de la conformité réglementaire.

Les biogaz

Les biogaz sont issus de la fermentation de matières organiques animales ou végétales pouvant être présents sur des sites environnants d'un lieu d'enfouissement et des sites dans lesquelles des activités de remblayage ont eu lieu. La visite du site ainsi que l'étude des dossiers n'ont pas montré une présence potentielle de biogaz.

Les moisissures

Les moisissures peuvent avoir des effets néfastes sur la santé humaine, de plus leur impact financier lors de transaction est considérable. Santé Canada recommande de les éliminer. Lors de la visite, la détection visuelle et olfactive n'a pas montré de présence potentielle de moisissure, de même que l'étude des dossiers. Il faut noter qu'aucune investigation intrusive n'a été effectuée. Dans le cas d'une présence potentielle, il est recommandé de procéder à une évaluation spécifique par un spécialiste.

Les remblais

Les remblais sont susceptibles de contenir un certain pourcentage de sols contaminés et de matières résiduelles. Leur présence est indiquée lorsqu'il y a une dénivellation du terrain, ou lorsqu'il y a eu des travaux de remaniement des sols observés à partir des photographies aériennes et de certains types de cartes, ou par l'observation visuelle sur le terrain de matières résiduelles dans le sol de surface. La visite du site et l'étude des dossiers n'ont pas fait ressortir la présence de remblais contaminés.

5.2.2 Les voisins immédiats

La propriété à l'étude est située dans un secteur à vocation résidentielle. Elle est bordée:

Tableau 3: Liste des voisins immédiats

| | |
|-------|---------------------------------------------------------------------|
| Nord | Par la rue Saint-Jean-Baptiste, suivie par des multi-logements |
| Sud | Des bâtisses résidentielles |
| Ouest | Un espace de stationnement suivi par des résidences multifamiliales |
| Est | Rue Ontario suivie par des résidences multifamiliales |

Actuellement, les voisins immédiats ne représentent pas une source d'impact environnemental sur le sujet à l'étude. (**Photos 9, 10, 11, 12, annexe 1**).

5.2.3 Description du sol et du relief

D'après la carte Géologie des formations superficielles de Montréal (n° 1426A, Prest, V K; Hode-Keyser, J, 1975), les formations superficielles du secteur d'étude sont représentés par la roche en place constituée par un gré, schiste argileux, calcaire, dolomie (début du Paléozoïques). (**Figure 2**).

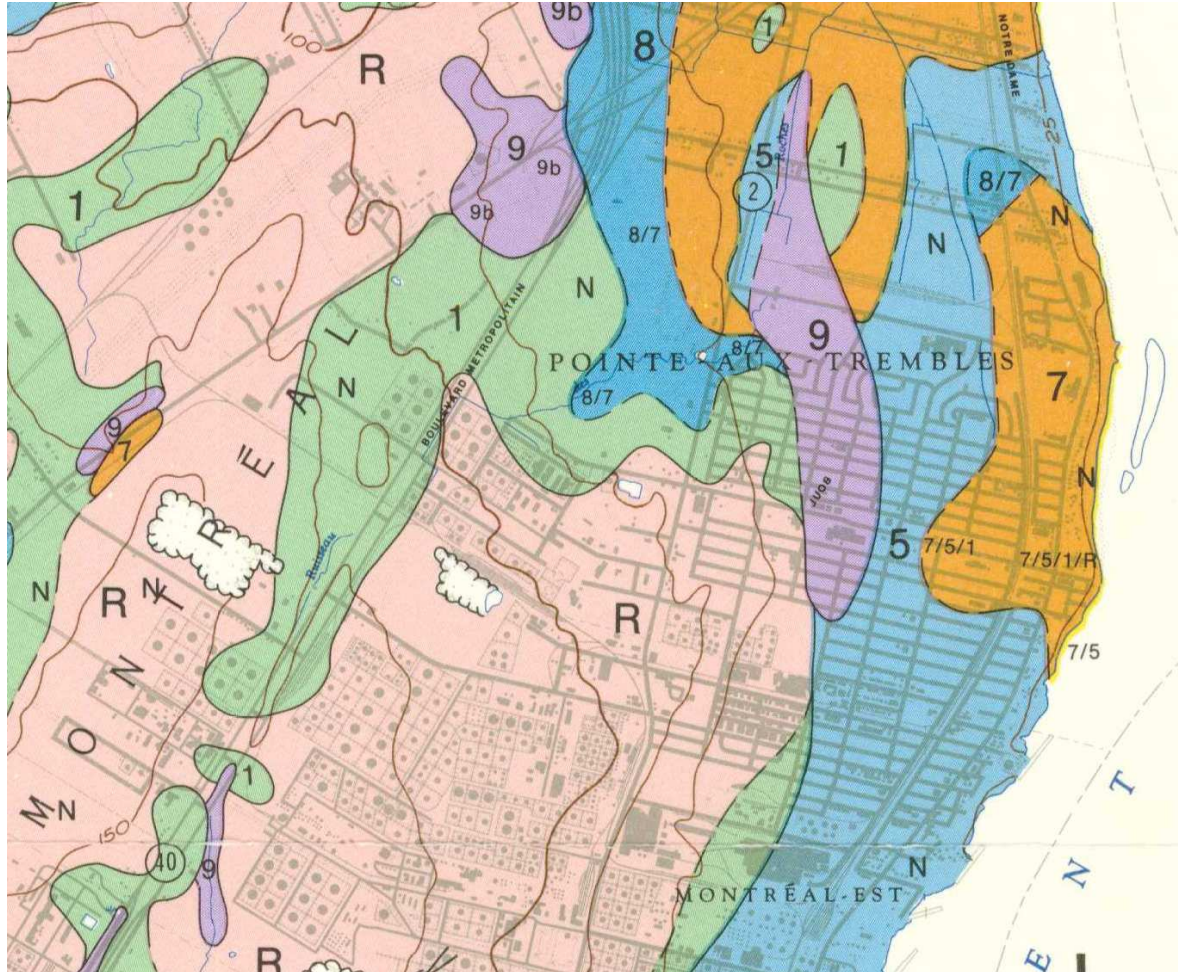
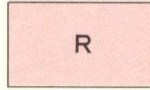


Figure 2: Géologie des formations superficielles de Montréal, Québec (1975)

ROCHE EN PLACE



Grès, schistes argileux, calcaire, dolomie (début du Paléozoïque). Rm, roches intrusives montréalaises, comprenant quelques brèches (Crétacé inférieur).

Le site à l'étude est localisé dans le groupe géologique de Tetreauville, groupe de Trenton, il est composé de variétés de calcaire, calcaire argileux et du Shale au sommet.

D'après la carte hydrogéologique de l'Île de Montréal et des Îles Perrot et Bisard (André Bériault et Georges Simard, 1978), l'écoulement des eaux souterraines s'effectue vers le Sud-est, en direction du fleuve Saint-Laurent.

Il est à noter que le niveau de l'eau dans le sol peut fluctuer selon les conditions saisonnières et climatiques. Par ailleurs, des nappes perchées peuvent exister au contact du remblai et du sol naturel.

6 CONCLUSION


L'examen attentif des documents relatifs à l'historique du site, en l'occurrence la chaîne des titres, les photographies aériennes, les plans des assureurs incendie, les cartes d'utilisation du sol, le rapport du Ministère du Développement durable, Environnement et Parcs du Québec (MDDEP), de la Régie du Bâtiment, nous rassurent sur l'historique environnemental de la propriété.

À la lumière des observations faites lors de l'inspection visuelle de la propriété et ainsi que des informations recueillies lors des travaux de recherche, les conclusions suivantes ont pu être émises :

- Le site à l'étude correspond au lot rénové 1 093 086 du Cadastre du Québec, tel que décrit au Bureau de la publicité des droits. Un bâtiment résidentiel de quatre étages sans sous-sol est érigé sur le site.
- Le système de chauffage, l'eau chaude et les cuisinières sont à l'électricité.
- Les voisins immédiats n'ont pas d'impact sur l'environnement.

L'évaluation environnementale de site Phase I réalisée sur les propriétés à l'étude, selon la démarche utilisée et décrite dans le présent rapport, n'a pas révélé d'indices de contamination potentielle de la propriété à l'étude. L'évaluation environnementale de site Phase II n'est pas recommandée.

Préparé et rédigé par :


Anass Guessous, M. Sc., Env.

7 LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES AU SUJET A L'ETUDE

- ❖ Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), (c-15.33)
 - Règlement sur les bis phényles chlorés, (DORS/91-152)
 - Règlement sur le traitement et la destruction des BPC aux moyens d'unités mobiles (DORS/90-5)
 - Règlement sur les stockages des matériels contenant des BPC, (DORS/92-507)
- ❖ Loi sur les produits dangereux, S.R.C.1985, c.H-3
 - Règlement sur les produits contrôlés, DORS/88-66
- ❖ Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q.
 - Règlement sur les matières dangereuses, D. 1310-97, Q-2, r.15.2
 - Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone, D.812-93, Q-2, r.23.1
 - Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains, c. Q-2, R.37
 - Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés c. Q-2, r.6.01
 - Règlement sur la qualité de l'atmosphère, RRQ, c Q-2, r 38
 - Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, RRQ, c Q-2, r 35
- ❖ Loi sur la santé et la sécurité au travail L.R.Q., c.S-2.1
 - Règlement sur l'information concernant les produits contrôlés, S-2.1, r.10.1
- ❖ Loi sur le bâtiment
 - Code de construction, RRQ, c B-1.1, r 2 (pour le Radon)
- ❖ Les normes de rejet du Règlement 2008-47 de la CMM

8 LIMITES ET PORTÉE DU RAPPORT

- Les conclusions d'une évaluation environnementale phase I sont basées sur la documentation disponible, les entrevues et la visite du site.
- Aucune évaluation environnementale de site Phase 1 ne peut confirmer avec certitude absolue que certaines difficultés environnementales, telle une contamination possible du sol, sont totalement absentes. Le Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc. ne peut être tenu responsable de ces difficultés environnementales qui sont dissimulées ou qui ne peuvent être vérifiables lors de la visite.
- Les résultats de la présente évaluation environnementale de Phase I sont valables pour la date à laquelle la propriété a été inspectée. Ils peuvent être modifiés par les activités réalisées sur le site à l'étude ainsi que sur les terrains adjacents.

Par ailleurs, les conclusions du présent rapport peuvent être affectées par toute modification apportée aux lois, règlements ou politiques qui régissent les évaluations environnementales de site.

- Enfin, les résultats et les conclusions de l'expertise sont décrits pour le bénéfice exclusif du client et de son institution financière. En aucun cas ce présent rapport, ses conclusions et ses recommandations ne peuvent être utilisés par un tiers.

9 TITRES ET QUALITÉS DU CONSULTANT

Monsieur **Anass Guessous**, président du **Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc.** possède une **maîtrise en environnement et prévention de l'université de Montréal**. Il a plusieurs années d'expériences en vérification, caractérisation et décontamination environnementale de site et en santé et sécurité au travail, notamment en hygiène industrielle.

Madame Irina Negoita détient un baccalauréat en Ingénierie Géologique, concentration en Hydrogéologie (Roumanie) et une maîtrise en Science spécialisée en environnement de l'Université de Québec à Montréal. Madame Negoita est évaluateur environnemental de site agréé (EESA) et possède 23 années d'expérience en hydrogéologie et environnement, dont 10 ans en évaluations environnementales - Phase I, caractérisations des sols et des eaux et vérifications de conformité environnementale (Audit).

Le **Groupe Enviro-Conseil G.S. Inc.**, se consacre aux évaluations environnementales de sites Phase I, Phase II et décontamination des sols, géotechnique et hygiène industrielle.

Les institutions financières, les compagnies manufacturières, les promoteurs et propriétaires immobiliers sont ses principaux clients.

ANNEXES

Annexe 1: Photos



Photo 1 Propriété à l'étude, côté Est



Photo 2 : Propriété à l'étude, côté Ouest



Photo 3 : Côté Nord de la propriété à l'étude



Photo 4 : Côté Sud, mur mitoyen



Photo 5 : Plinthe électrique dans un appartement



Photo 6 : Panneau électrique dans un appartement à disjoncteur



Photo 7 : Réservoir d'eau chaude électrique



Photo 8 : Compteurs électrique dans une chambre au 4^{ième} étage



Photo 9 : Voisins Ouest



Photo 10 : Voisins Est



Photo 11 : Voisins Sud



Photo 12 : Voisins Nord

Annexe 2: Certificat de localisation, Unité d'évaluation foncière et chaînes des titres

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| CANADA PROVINCE DE QUÉBEC CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTRÉAL CADASTRE DU QUÉBEC LOT : 1 093 086 | |
| <u>CERTIFICAT DE LOCALISATION</u> | |
| <u>Dossier S-7826</u> | |
| <p>Je, soussigné, <i>Stéphan Roy</i>, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer ma profession dans la Province de Québec et exerçant au 255 B, boul. Curé-Labelle, Sainte-Rose, Ville de Laval, certifie que :</p> | |
| <u>1. OPÉRATIONS D'ARPENTAGE</u> | |
| <p>Le 12 février 2003, j'ai effectué certaines opérations d'arpentage et de localisation sur la propriété faisant l'objet du présent certificat de localisation.</p> | |
| <u>2. DÉSIGNATION DU BIEN-FONDS</u> | |
| <p>La propriété est désignée sous le lot 1 093 086, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et montrée au plan ci-joint et sa désignation se lit comme suit :</p> | |
| <u>Borné :</u> | |
| Vers le nord | par le lot 1 093 138 (boulevard Saint-Jean-Baptiste) |
| Vers l'est | par le lot 1 092 449 (rue Ontario est) |
| Vers le sud | par le lot 2 294 533 |
| Vers l'ouest | par le lot 1 093 094 |
| <u>Mesurant :</u> | |
| 35,860 mètres | dans sa ligne nord |
| 16,825 mètres | dans sa ligne est |
| 35,64 mètres | dans sa ligne sud |
| 16,532 mètres | dans sa ligne ouest |
| Contenant une superficie de 593,0 mètres carrés. | |

3. RECHERCHES

Les recherches au bureau de la publicité des droits en rapport avec cet immeuble ont été effectuées le 31 janvier 2003.

4. TITRE DE PROPRIÉTÉ

L'examen des titres n'est pas relié à leur validité et l'arpentage effectué est basé sur les derniers titres de Pierre Lachapelle et Danielle Lemay inscrits sous les numéros 4 149 118 et 3 861 420.

5. HISTORIQUE CADASTRAL

La propriété ci-haut désignée a été immatriculée au cadastre officiel du Québec comme le lot 1 093 086 en vertu d'un plan de rénovation cadastrale remplaçant les lots 175-488 et 175-497 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles et mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 21 novembre 1997.

Le lot 175-488 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles a été immatriculé en vertu d'un plan cadastral de redivision d'une partie des lots 175-186, 175-187, 175-188 et 175-189 et mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 13 juin 1968.

Le lot 175-497 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles a été immatriculé en vertu d'un plan cadastral de redivision d'une partie du lot 175-191 mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 17 septembre 1968.

Les lots 175-186, 175-187, 175-188, 175-189 et 175-191 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles ont été immatriculés en vertu d'un plan cadastral de subdivision d'une partie du lot 175 mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 21 janvier 1911.

Le lot 175 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles a été mis en vigueur au bureau de la publicité des droits le 30 avril 1874.

6. CONCORDANCE ENTRE LES MARQUES D'OCCUPATION, LES MESURES, LES TITRES ET LE CADASTRE

Il y a concordance entre les mesures apparaissant aux titres, au cadastre existant et celles qui apparaissent au plan cadastral avant la rénovation. Toutefois, l'occupation ne concorde pas avec ceux-ci puisque la clôture située au sud n'est pas érigée sur la limite de propriété.

7. DESCRIPTION DES CONSTRUCTIONS ET LOCALISATION

Une bâtisse de quatre (4) étages dont le parement extérieur est en brique, portant le numéro civique 12 025, rue Ontario est, en la municipalité de la Ville de Montréal ainsi que deux remises en aluminium, deux remises de bois et une remise en aluminium (amovible) sont érigées sur l'emplacement ci-dessus décrit.

8. MITOYENNETÉ

Le mur sud de ladite bâtisse est construit mitoyen.

9. OUVERTURES ET VUES

Les ouvertures des constructions sont toutes situées à des distances supérieures à celles exigées par la loi (art. 993 à 996 C.C.Q.).

10. SERVITUDES APPARENTES

Il y a des services aériens au centre arrière du terrain dudit emplacement pour lesquels aucune servitude n'est enregistrée.

11. SERVITUDES ENREGISTRÉES

Ledit emplacement est sujet à une servitude de vue et de mitoyenneté telle qu'établie aux termes de l'acte numéro 2 083 088.

12. BORNAGE

Il n'y a aucun procès-verbal de bornage enregistré affectant ledit emplacement.

13. CHARGES, AVIS D'EXPROPRIATION ET DE RÉSERVES POUR FINS PUBLIQUES

Il n'y a pas d'avis d'expropriation, de réserve pour fins publiques en faveur ou contre l'emplacement ci-haut décrit, inscrit comme tel au registre foncier du lot 1 093 086.

14. EMPIÈTEMENTS DES CONSTRUCTIONS

Il y a empiètement de l'abri d'autobus affectant notre dit emplacement.

15. LOIS PARTICULIÈRES

15.1 Loi sur les biens culturels

Selon l'index des immeubles, le bien-fonds ci-haut désigné ne serait pas classé comme bien culturel et ne serait pas situé dans l'aire de protection d'un bien culturel classé en vertu de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q. c. B-4).

15.2 Loi sur la protection du territoire agricole

Ledit emplacement est situé à l'extérieur de la zone protégée pour fins agricoles, en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c.P.-41.1).

15.3 Loi sur un ensemble immobilier

Ledit emplacement ne fait pas partie d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur la régie du logement (L.R.Q. c. R-8.1) : en effet, aucune dépendance ni accessoire ne sont utilisés en commun avec d'autres immeubles adjacents appartenant au même propriétaire.

15.4 Règlement sur le zonage aérien

Ledit emplacement n'est pas affecté par un règlement de zonage aéroportuaire, établi par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C., c. A02).

15.5 Zone d'inondation et bande de protection riveraine

Ledit emplacement est situé à l'extérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau signée en 1976 et ses modifications subséquentes et d'une bande de protection riveraine établie par le règlement municipal de zonage en vertu du décret concernant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, édictée par le décret no 1980-87 du 22 décembre 1987, modifiée par le décret no 1010-91 du 17 juillet 1991 et remplacée par le décret no 103-96 du 24 janvier 1996.

15.6 Zone de protection ou à risque établie par la municipalité

Ledit emplacement est situé à l'extérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, d'une zone d'inondation ou d'une zone de risque établie par le règlement municipal de zonage.

16. RÈGLEMENTS DE LOTISSEMENT ET DE ZONAGE

Selon la réglementation consultée à notre étude, la position de ladite bâtisse et les remises est conforme aux règlements municipaux relatifs au lotissement et au zonage en vigueur (Zone 0385).

Les mesures dans ce rapport et sur le plan ci-joint sont en mètres (Sf).

17. UTILISATION ET CERTIFICATION

Le présent rapport et le plan qui l'accompagne ont été préparés pour des fins de vente et/ou d'hypothèque, tout autre usage devra faire l'objet d'une autorisation écrite du soussigné.

Je certifie que le présent rapport et le plan qui l'accompagne sont conformes aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux et à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir.

PRÉPARÉ À LAVAL, ce treizième jour du mois de février deux mille trois (13 février 2003) sous le numéro 19 377 de mes minutes.


Stéphane Roy
Arpenteur-géomètre

Copie conforme certifiée le :

17/11/2005


Arpenteur-géomètre



Rôle d'évaluation foncière

Résultat de la recherche

IDENTIFIANTS

| | | | | | |
|------------------|---------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|---------|---------|
| Adresse | 12025 ONTARIO E | | | | |
| Municipalité/BSQ | MONTREAL | Propriétaire principal | MANCINI ANTHONY | | |
| Arrondissement | Arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Tre | | | No arr: | 33 |
| Matricule | 0455-06-4065-2-000-0000 | No.compte | 80167600 | ID UEF | 2150071 |

DESCRIPTION

| CUBF | Nb Logements | Unité de voisinage | Emplacement | | |
|--------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|----------------|--------------------|
| | | | Front (m) | Profondeur (m) | Superficie (m²) |
| 1000 | 8 | 1775 | 16.82 | 35.64 | 593.00 |
| Classe non résidentielle | Classe industrielle | Terrain vague desservi | Bâtiment | | |
| | | | Année de construction | Nb étages | Nbre autres locaux |
| | | N | 1969 | 4 | |

VALEUR AU RÔLE ANTÉRIEUR

| Rôle | Terrain (\$) | Bâtiment (\$) | Immeuble (\$) |
|------|--------------|---------------|---------------|
| 2007 | 70,000 | 370,000 | 440,000 |

VALEUR AU RÔLE 2011 EN DATE DU 2012-09-03

| Source législative | | | Valeurs | | | Codes | | |
|--------------------|------|-------------|--------------|---------------|---------------|------------|-----------|-----|
| Loi | Art. | Alinéa par. | Terrain (\$) | Bâtiment (\$) | Immeuble (\$) | Imposition | Exemption | Mai |
| | | | 89,000 | 456,600 | 545,600 | 1 | | 1 |

CADASTRES

| No.lot rénové | Paroisse | Lot | Subd. | Type lot | Superficie (m²) | Front (m) | Profond (m) |
|---------------|----------|-----|-------|----------|-----------------|-----------|-------------|
| 1093086 | | | | R | 593.00 | 16.82 | 35.64 |

[Retour](#)

• [Nouvelle recherche](#) | [Formulaire officiel](#)

Document informatisé

Page 1 of 1

Index des immeubles

| | | | |
|-----------------------------------|------------------------|-------------------------------------------------|------------------|
| Circonscription foncière : | Montréal | Dates de mise à jour du Registre | |
| Cadastre : | Cadastre du Québec | Droits : | 2012-09-06 11:32 |
| Lot : | 1 093 086 | Radiations : | 2012-08-17 13:45 |
| Date d'établissement : | 1997-11-21 | Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre | |
| Plan : | <u>Liste des plans</u> | | |
| Concordance : | | | |

| Date de présentation d'inscription | Numéro | Nature de l'acte | Qualité | Nom des parties | Remarques | Avis d'adresse | Radiations |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|--------------|
| 1997-11-21 | A 09.00.DÉPOSE, CF.LOT (S) REMPLACE (S), (RENOVATION) 175-488, 175-497 PAROISSE DE POINTE-AUX-TREMBLES | | | | | | |
| 2003-03-05 | 10 279 489 | Hypothèque | Créancier | Caisse Populaire Desjardins de Pointe-aux-Trembles Cioffi, Carmine Perricone, Paulina | 217 500,00 \$ | 6 005 128 | I 16 785 078 |
| | | | Débiteur | | | | |
| 2003-03-11 | 10 286 128 | Vente | Vendeur | Lachapelle, Pierre Lemay, Danielle Cioffi, Carmine Perricone, Paulina | 290 000,00 \$ payé | | |
| | | | Acquéreur | | | | |
| 2009-04-01 | 16 053 950 | Hypothèque | Créancier | BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA MANCINI, Ronnie MANCINI, Anthony et autres | 353 500,00 \$ | 6 000 117 | |
| | | | Emprunteur | | | | |
| 2009-04-01 | 16 054 066 | Vente | Vendeur | CIOFFI, Carmine PERRICONE, Paulina (aussi connue sous le nom Paulina) | 480 500,00 \$ Payé | | |
| | | | Acquéreur | MANCINI, Anthony MANCINI, Mario et autres | | | |
| 2011-11-23 | 18 656 370 | Hypothèque légale | Créancier | MINISTRE DU REVENUE DU QUÉBEC | 19 505,91 \$ | 6 000 329 | I 18 799 437 |
| | | | Débiteur | MANCINI, Anthony | | | |

Index des immeubles

| | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Circonscription foncière : | Montréal | Dates de mise à jour du Registre |
| Cadastré : | Paroisse de Pointe-aux-Trembles | Droits : 2012-09-06 11:32 |
| Lot : | 175-488 | Radiations : 2012-08-17 13:45 |
| Date d'établissement : | 1968-06-13 | |
| Plan : | Liste des plans | |
| Concordance : | Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre | |

| Date de présentation d'inscription | Numéro | Nature de l'acte | Qualité | Nom des parties | Remarques | Avis d'adresse | Radiations |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------|---------------------------------------------|----------------------------------|----------------|-------------|
| Voir section numérisée pour les inscriptions antérieures à 1980-09-01 | | | | | | | |
| 1980-12-04 | 3 131 357 | Hypothèque | Créancier | 100032 CANADA LTEE | 16 500,00 \$ à 17,000% | 1 003 690 | I 1 016 477 |
| | | | Débiteur | LEVESQUE, GILLES | | | |
| 1981-01-28 | 3 144 150 | Avis de faillite | Syndic | DAOUST, JEAN-GUY | Porter : 3 144 151 | | |
| 1981-01-28 | 3 144 151 | Certificat de cession et de nomination | Failli | DAOUST, JEAN-GUY GILLES LEVESQUE ENR | | | |
| 1981-01-29 | 3 144 720 | Avis de 60 jours | Créancier | 100032 CANADA LTEE | Réf.: 3 131 357 | | I 1 016 477 |
| | | | Débiteur | LEVESQUE, GILLES | | | |
| 1981-02-05 | 3 146 293 | Avis de 60 jours | Créancier | AETERNA-VIE COMPAGNIE D'ASSURANCE | Réf.: 2 874 478 | | I 1 019 156 |
| | | | Débiteur | LEVESQUE, GILLES et al | | | |
| 1981-04-30 | 3 167 393 | Hypothèque | Créancier | BANQUE NATIONALE DU CANADA | 10 551,71 \$ | 1 017 841 | I 1 043 118 |
| | | | Débiteur | PARADIS, JACQUES | | | |
| 1981-05-01 | 3 167 920 | Vente | Vendeur | DAOUST, JEAN-GUY SYNDIC | 83 101,00 \$, solde 69 240,75\$ | | I 1 116 199 |
| | | | Acquéreur | PARADIS, JACQUES | | | |
| 1982-01-19 | 3 234 998 | Vente | Vendeur | PARADIS, JACQUES | 110 000,00 \$, solde 98 624,61\$ | 1 043 767 | P 1 116 199 |
| | | | Acquéreur | GAGNON, BERTRAND | | 1 061 415 | |
| 1983-07-07 | 3 379 104 | Hypothèque | Créancier | CAISSE POPULAIRE DE POINTE AUX TREMBLES | 99 800,00 \$ à 11,250% | 1 066 799 | I 1 153 719 |
| | | | Débiteur | IMMEUBLES LORD LTEE | | | |
| 1983-07-22 | 3 384 729 | Vente | Vendeur | GAGNON, BERTRAND | 143 000,00 \$ compliant | | |
| | | | Acquéreur | IMMEUBLES LORD LTEE | | | |
| 1984-06-27 | 3 491 553 | Hypothèque | Créancier | COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE VIE | 105 000,00 \$ à 14,000% | 1 066 019 | I 1 310 982 |
| | | | Débiteur | DENONME, MARIO et al | | | |
| 1984-07-06 | 3 495 980 | Vente | Vendeur | IMMEUBLES LORD LTEE | 145 000,00 \$ compliant | | |
| | | | Acquéreur | DENONME, MARIO | | | |

2012-09-06

Document informatisé

Page 2 of 3

| | | | | | | | |
|------------|------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------|---|------------|
| 1985-03-07 | <u>3 563 633</u> | Hypothèque | Créancier IMMEUBLES BENEFICIAL et al | 14 000,00 \$ à 16,500% | <u>1 065 897</u> | I | 1 307 111 |
| | | | Débiteur DAOUST, ANDRE et al | | | | |
| 1985-03-12 | <u>3 565 142</u> | Vente | Vendeur DENONME, MARIO et al | 164 000,00 \$, solde 129 650,49\$ | <u>1 090 815</u> | P | 1 310 982 |
| | | | Acquéreur DAOUST, ANDRE et al | | | | |
| 1985-03-12 | <u>3 565 142</u> | Priorité d'hypothèque | Cédant DENONME, MARIO et al | Réf.: 3 491 553 | | - | |
| | | | Cessionnaire COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE | | | | |
| 1985-03-12 | <u>3 565 142</u> | Priorité d'hypothèque | Cédant DENONME, MARIO et al | Réf.: 3 563 633 | | - | |
| | | | Cessionnaire IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITEE | | | | |
| 1985-03-12 | <u>3 565 142</u> | Priorité d'hypothèque | Cédant DENONME, MARIO LAPIERRE, COLETTE | Réf.: 3 563 633 | | I | 1 303 964 |
| | | | Cessionnaire IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITEE | | | | |
| 1987-04-27 | <u>3 859 375</u> | Hypothèque | Créancier COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE VIE | 175 000,00 \$ à 10,000% | <u>1 066 019</u> | I | 1 444 727 |
| | | | Débiteur LACHAPELLE, PIERRE et al | | | | |
| 1987-04-30 | <u>3 861 420</u> | Vente | Vendeur DAOUST, ANDRE et al | 265 000,00 \$, solde 60 000,00\$ | <u>1 111 425</u> | I | 1 440 707 |
| | | | Acquéreur LACHAPELLE, PIERRE et al | | | | |
| 1987-04-30 | <u>3 861 420</u> | Priorité d'hypothèque | Cédant DAOUST, ANDRE et al | Réf.: 3 859 375 | | I | 1 440 707 |
| | | | Cessionnaire COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE VIE | | | | |
| 1989-06-16 | <u>4 166 753</u> | Hypothèque | Créancier BANQUE NATIONALE DU CANADA | 200 000,00 \$ avec intérêts | <u>1 065 875</u> | I | 10 408 578 |
| | | | Débiteur LACHAPELLE, PIERRE et al | | | | |

Document informatisé

| | |
|------------|----------------------------------------------------------|
| 1997-11-10 | À 09:00 DEBUT PERIODE D'INTERDICTION. REFORME CADASTRALE |
| 1997-11-21 | À 09:00 REMPLACE EN TOTALITE, (RENOVATION) CF LOT (S) |
| | 1 093 086 |
| 2003-03-25 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 modifiée à 09:03 |
| 2003-03-25 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 modifiée à 09:03 |

Page 3 of 3

CAB:9802600847

TOUTES MENTIONS RELATIVES A UNE ENTREE SUR CE LOT ET/OU TOUTES INFORMATIONS RECONSTITUEES APPARAISSENT AU REGISTRE INFORMATISE. [(1986) 118 6-0- 11, 718]

INDEX AUX IMMEUBLES

No. **175-488**

REDIVISION SUBDIVISE EN PARTIE 13 JUIN 1968

Feuille No. **175-488**
Dossier au No. **175-488**
du cadastre de l'Index des Immeubles pour le Bureau de la Division d'Enregistrement de Montréal.
Attesté à Montréal le **13 JUIN 1968**
Par *[Signature]* Devant *[Signature]*
Dir. Régionale Dir. Régionale

| NOMS DES PARTIES | Titre de l'acte | Enregistrement | | | RADIATION | REMARQUES |
|------------------------------------------|-----------------|----------------|-----------|----------|--------------------|--------------------|
| | | Reg. | Vol. Page | No. | | |
| <i>13/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 20747150 | 7642593 6339722 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>"Autres-les lieuses à Doherty Co"</i> | <i>Prêt</i> | | | 20830288 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 20830289 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 21375644 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 21375662 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 24632422 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>13/1/71 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 24933325 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 2716263 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>14/1/68 Doherty Co</i> | <i>Prêt</i> | | | 2777146 | 7642593 | <i>[Stamp]</i> |
| <i>P.A.T. m. l'usage de</i> | <i>AVT</i> | | | 78-02-11 | 57405 | 904749 167602 |
| <i>Perceuse à la Doherty Co</i> | <i>Hyp</i> | | | 78-05-17 | 2874478 | 7116129 7116129 |
| <i>Perceuse à la Doherty Co</i> | <i>Hyp</i> | | | 78-12-23 | 3033577 | 104624 104624 |

Index des immeubles

| | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------|
| Circonscription foncière : | Montréal | Dates de mise à jour du Registre |
| Cadastre : | Paroisse de Pointe-aux-Trembles | Droits : 2012-09-06 11:32 |
| Lot : | 175-497 | Radiations : 2012-08-17 13:45 |
| Date d'établissement : | 1968-09-17 | |
| Plan : | Liste des plans | |
| Concordance : | | |

| Date de présentation d'inscription | Numéro | Nature de l'acte | Qualité | Nom des parties | Remarques | Avis d'adresse | Radiations |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------|-----------------------------------------|----------------------------------|----------------|-------------|
| Voir section numérisée pour les inscriptions antérieures à 1980-09-01 | | | | | | | |
| 1980-12-04 | 3 131 357 | Hypothèque | Créancier | 100032 CANADA LTEE | 16 500,00 \$ à 17,000% | 1 003 690 | I 1 016 477 |
| 1981-01-28 | 3 144 150 | Avis de faillite | Débiteur | LEVESQUE, GILLES | | | |
| 1981-01-28 | 3 144 151 | Certificat de cession et de nomination | Syndic | DAOUST, JEAN-GUY | Porter : 3 144 151 | | |
| 1981-01-29 | 3 144 720 | Avis de 60 jours | Failli | DAOUST, JEAN-GUY GILLES LEVESQUE ENR | | | |
| 1981-02-05 | 3 146 293 | Avis de 60 jours | Créancier | 100032 CANADA LTEE | Réf.: 3 131 357 | | I 1 016 477 |
| | | | Débiteur | LEVESQUES, GILLES | | | |
| 1981-04-30 | 3 167 393 | Hypothèque | Créancier | AETERNA-VIE COMPAGNIE D'ASSURANCE | Réf.: 2 874 478 | | I 1 019 156 |
| 1981-05-01 | 3 167 920 | Vente | Débiteur | LEVESQUE, GILLES et al | | | |
| 1982-01-19 | 3 234 998 | Vente | Créancier | BANQUE NATIONALE DU CANADA | 10 551,71 \$ | 1 017 841 | I 1 043 118 |
| | | | Débiteur | PARADIS, JACQUES | | | |
| | | | Vendeur | DAOUST, JEAN-GUY SYNDIC | 83 101,00 \$, solde 69 240,75\$ | | I 1 116 199 |
| | | | Acquéreur | PARADIS, JACQUES | | | |
| | | | Vendeur | PARADIS, JACQUES | 110 000,00 \$, solde 98 624,61\$ | 1 043 767 | P 1 116 199 |
| | | | Acquéreur | GAGNON, BERTRAND | | 1 061 415 | |
| Correction: Entrée ajoutée le 1982-01-20 | | | | | | | |
| 1983-07-07 | 3 379 104 | Hypothèque | Créancier | CAISSE POPULAIRE DE POINTE AUX TREMBLES | 99 800,00 \$ à 11,250% | 1 065 799 | I 1 153 719 |
| | | | Débiteur | IMMEUBLES LORD LTEE | | | |
| 1983-07-22 | 3 384 729 | Vente | Vendeur | GAGNON, BERTRAND | 143 000,00 \$ comptant | | |
| | | | Acquéreur | IMMEUBLES LORD LTEE | | | |
| 1984-07-06 | 3 495 980 | Vente | Vendeur | IMMEUBLES LORD LTEE | 145 000,00 \$ comptant | | |
| | | | Acquéreur | DENONME, MARIO et al | | | |
| 1985-03-07 | 3 563 633 | Hypothèque | Créancier | IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITEE | 14 000,00 \$ à 16,500% | 1 065 897 | I 1 307 111 |

2012-09-06

| | | | | | | | | |
|------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------|---|------------|
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Vente | Vendeur et al | DENOMME, MARIO et al DAOUST, ANDRE et al | 164 000,00 \$, solde 129 650,49\$ | | | P |
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Priorité d'hypothèque | Cédant et al Cessionnaire | DENOMME, MARIO et al COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE | Réf.: 3 491 553 | - | | - |
| 1985-03-12 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 raturée et modifiée le 2003-03-25 à 09:03 | | | | | | | |
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Priorité d'hypothèque | Cédant | DENOMME, MARIO LAPIERRE, COLETTE COOPERANTS SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE | Réf.: 3 491 553 | | I | 1 303 964 |
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Priorité d'hypothèque | Cédant et al Cessionnaire | DENOMME, MARIO et al IMMEUBLES-BENEFICIAIRE LIMITEE | Réf.: 3 569 939 | - | | - |
| 1985-03-12 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 raturée et modifiée le 2003-03-25 à 09:03 | | | | | | | |
| 1985-03-12 | 3 565 142 | Priorité d'hypothèque | Cédant | DENOMME, MARIO LAPIERRE, COLETTE IMMEUBLES BENEFICIAL LIMITEE | Réf.: 3 563 633 | | I | 1 303 964 |
| 1985-03-12 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 modifiée le 2003-03-25 à 09:03 | | | | | | | |
| 1985-05-04 | 4 149 118 | Vente | Vendeur et al | DAOUST, ANDRE et al LACHAPELLE, PIERRE et al | 1,00 \$ comptant Réf.: 3 861 420 | | | |
| 1985-06-16 | 4 166 753 | Hypothèque | Créancier | BANQUE NATIONALE DU CANADA LACHAPELLE, PIERRE et al | 200 000,00 \$ avec intérêts | 1 066 875 | I | 10 408 578 |
| 1997-11-10 | A 09:00 DEBUT PERIODE D'INTERDICTION: REFORME CADASTRALE | | | | | | | |
| 1997-11-21 | A 09:00 REMPLACE EN TOTALITE, (RENOVATION) CF.LOT (S) 1 093 086 | | | | | | | |
| 2003-03-25 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 modifiée à 09:03 | | | | | | | |
| 2003-03-25 | Inscription 3 565 142 du 1985-03-12 modifiée à 09:03 | | | | | | | |

TOUTES MENTIONS RELATIVES A UNE ENTREE SUR CE LOT ET/OU TOUTES INFORMATIONS RECONSTITUEES APPARAISSENT AU REGISTRE INFORMATISE. [(1986) 118 6.0. 11, 718]

INDEX AUX IMMEUBLES

REDIVISION No. 175-497
17 SEP 1968

Feuille No. 2956
du cadastre Montreal
de l'index des immeubles pour le Bureau de la Division d'enregistrement de Montréal.
Attesté à Montréal le 17 SEP 1968
Par [Signature] Devant [Signature]
Dip. Registrateur Dip. Preposé

| | NOMS DES PARTIES | Titre de l'Acte | Enregistrement | | | RADIATION | REMARQUES |
|---|--------------------------------------------------------|-----------------|----------------|-----------|---------|-----------|------------------------|
| | | | Reg. | Vol. Page | No | | |
| ① | 9.10.68. Credit Immobilier Inc. & Des Lauriers C. Vent | | | 2075300 | | | Cont. 73-11-14 |
| | 13/11/68 Des Lauriers C. & Des Lauriers C. Vent | | | 2493925 | 9877124 | 7723114 | |
| | Des Lauriers C. & Des Lauriers C. Vent | | | 55577 | 2777746 | 910739 | 24/6/70 |
| | P.M.T. & Des Lauriers C. Vent | | | 2832-01 | 57405 | 904749 | 0162602 |
| | Des Lauriers C. & Des Lauriers C. Vent | | | 280517 | 2874478 | 7116179 | 910739 |
| | Des Lauriers C. & Des Lauriers C. Vent | | | 2810-02 | 3033577 | 1008626 | 7723114 |
| | Des Lauriers C. & Des Lauriers C. Vent | | | 2007-10 | 3061460 | | entree nulle Co. 91-21 |

Annexe 3: Photographies aériennes



Photo-satellite de 2010



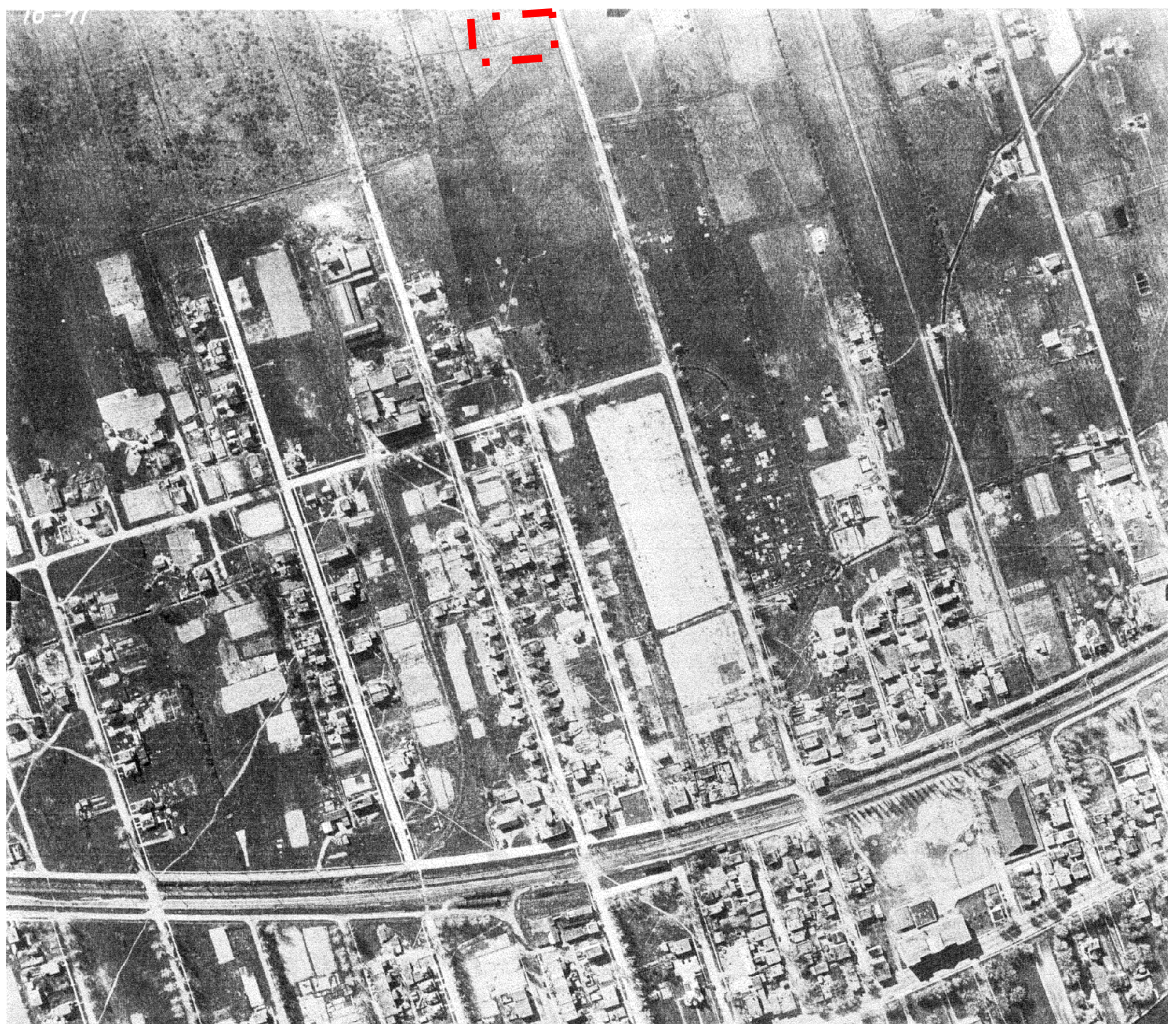
Photo-satellite de 2005



Photo-satellite 2002

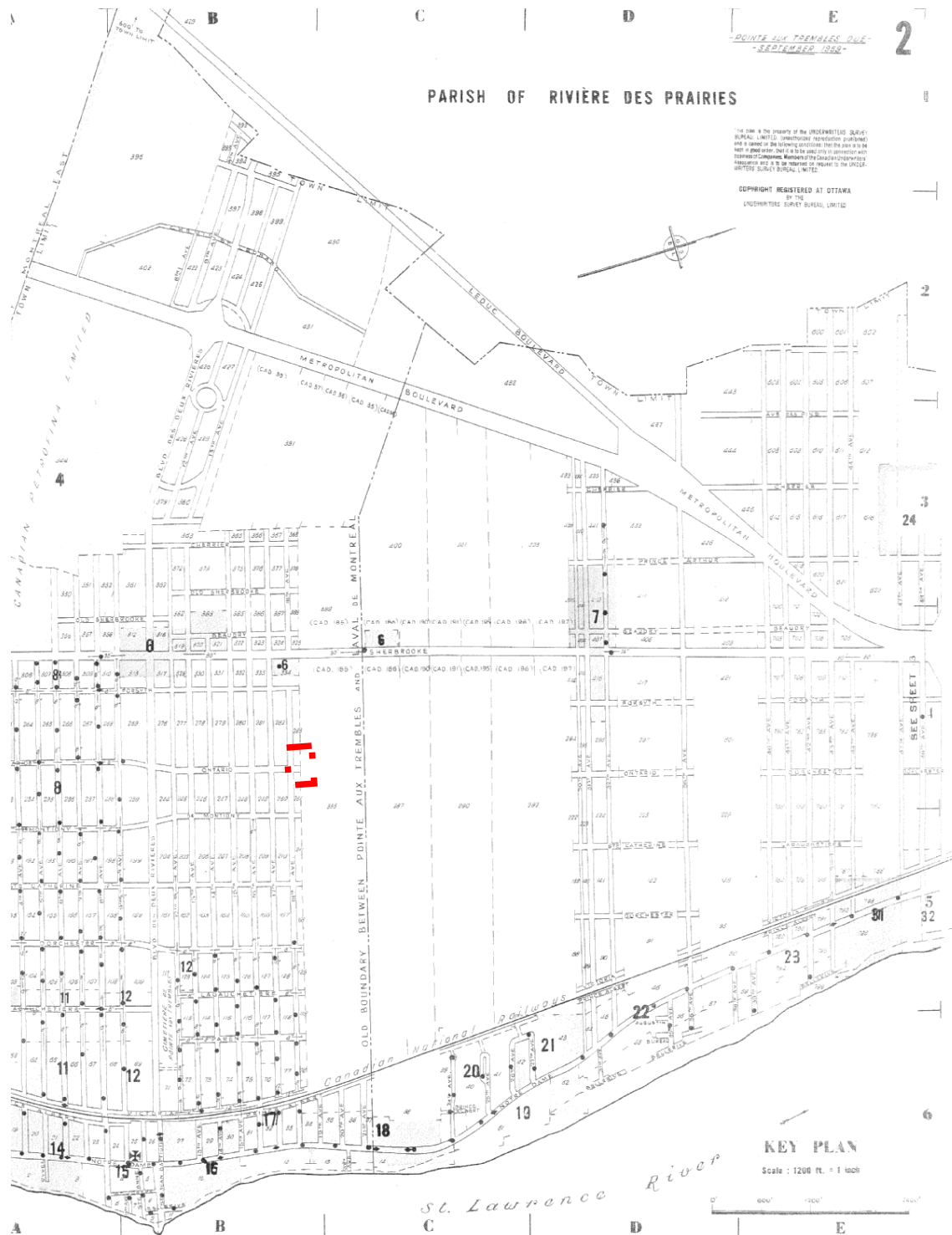


Photographie aérienne de 1973

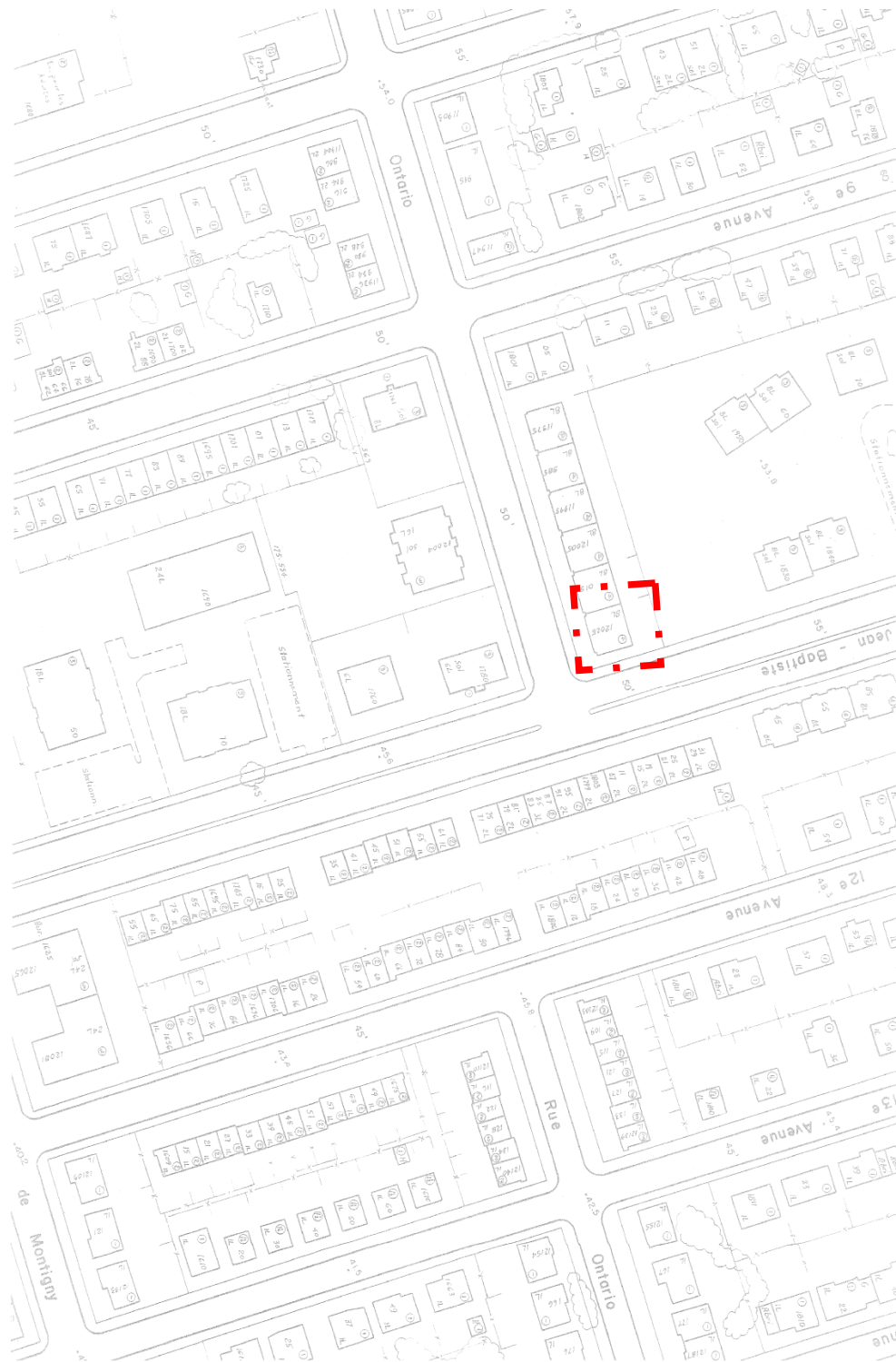


Photographie aérienne de 1947

Annexe 4: Plan d'assurance incendie



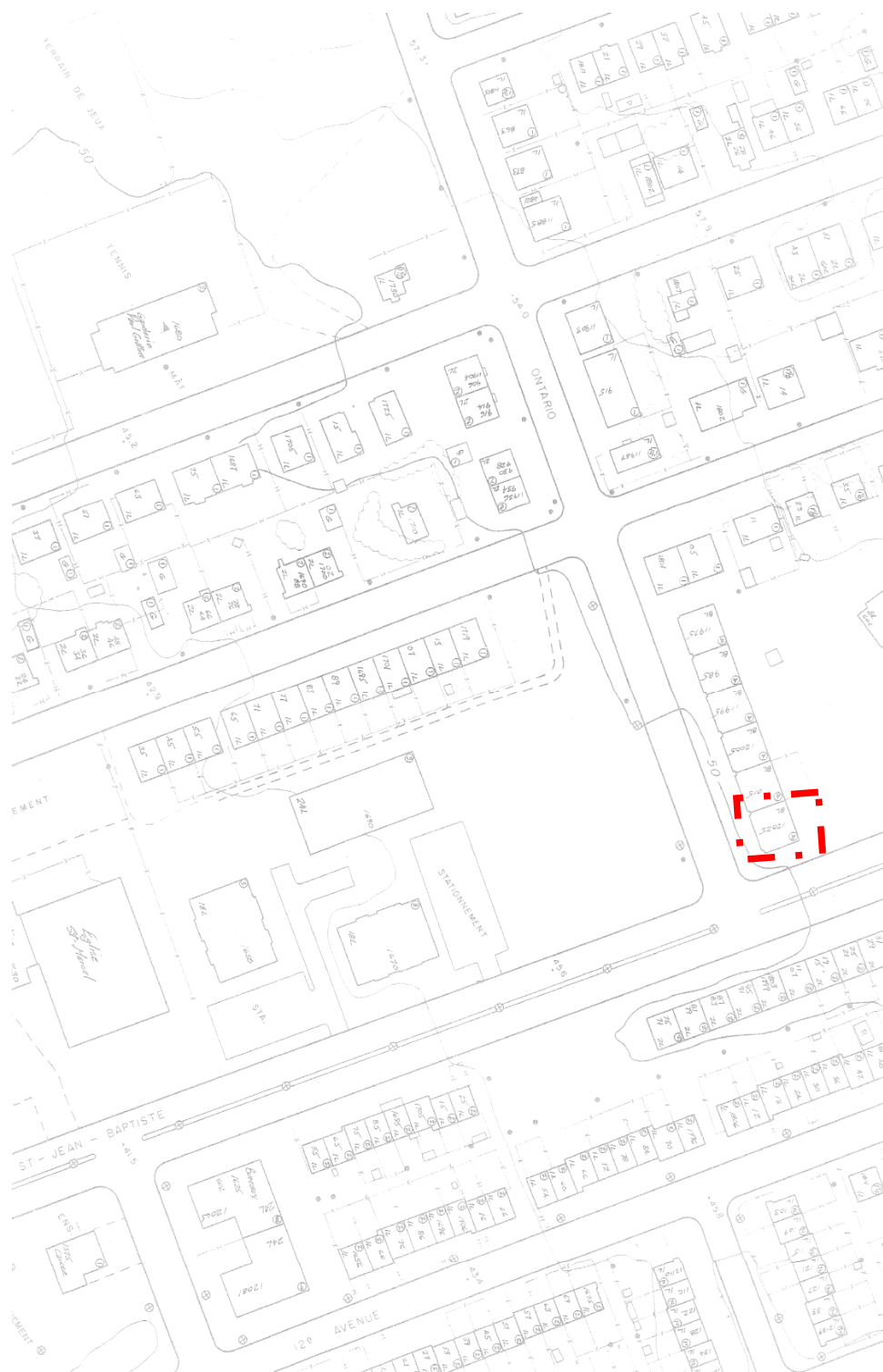
Plan d'assurance Incendie de 1959



Plan d'assurance incendie de 1986



Carte d'utilisation du sol de 1985



Carte d'utilisation du sol de 1983

Annexe 5: Rapport du MDDEPQ, de la RBQ, Ville de Montréal, Gaz Métropolitain et RMS



Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

PAR TÉLÉCOPIEUR : 450 662-6469

Montréal, le 7 septembre 2012

Madame Anass Guessous
Groupe Enviro Conseil GS
1692, Place de Lierre, suite 300
Laval (Québec) H7G 4X7

Objet : Demande d'accès aux documents pour le 12025, rue Ontario est, Montréal
V/Réf

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du 6 septembre dernier, concernant l'objet précité.

Après vérification, nous sommes informés que le Ministère ne détient aucun document permettant de répondre à votre demande.


Vous avez droit de recours de cette décision devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi qu'une copie des articles de loi précités.

Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez vous adresser à la soussignée, au numéro 514 873-3636, poste 241.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

IT/it

p.j.


Isabelle Tremblay
Répondante de la Loi sur l'accès
aux documents

Bureau de Montréal
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec) H1T 3X9
Téléphone : 514 873-3636
Télécopieur : 514 873-5662
Courriel : isabelle.tremblay@mddp.gouv.qc.ca
Internet : www.mddp.gouv.qc.ca

Bureau de Laval
850, boulevard Vanier
Laval (Québec) H7C 2M7
Téléphone : 450 661-2008
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière
100, boulevard Industriel
Repentigny (Québec) J6A 4X6
Téléphone : 450 654-4355
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides
300, rue Sicard, bureau 80
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5
Téléphone : 450 433-2220
Télécopieur : 450 433-1315

 Ce papier contient des fibres recyclées après consommation.

SEP-06-2012 02:57pm

De-Group Enviro-Conseil G.S. INC.



Environnement-Géotechnique-Hygiène industrielle

Transmission par télécopieur

Destinataire : Madame Chantal Fontaine
Compagnie : RBQ
Télec. : (418) 646-4886

Expéditeur : Anass Guessous
Date : 9 septembre 2012
Page(s) : 1

Commentaires

Objet : Demande d'accès à l'information

Bonjour madame Fontaine,

Dans le cadre d'une étude environnementale, Phase I, nous vous prions de nous confirmer que la Régie du Bâtiment du Québec, ne possède pas de dossiers relatifs à des installations des équipements pétroliers sur le terrain des propriétés suivantes :

- 201, Quintal, Saint-Lin-Laurentides, Québec. Ø
- 12025, rue Ontario est, Montréal, Québec. Ø

Recevez madame Fontaine, l'expression de nos meilleures salutations.

Anass Guessous, M. Sc. Env.

1692, Place de Lierre, suite 300
Laval, Québec.
H7G-4X7

Télé. : (450) 662-6400
Télec. : (450) 662-6469
www.envirogs.com
info@envirogs.com

La Régie du bâtiment du Québec
(équipements pétroliers) ne dispose
d'un dossier à l'adresse ou aux
adresses mentionnées.

ANNE-MARIE Tanguay
07 SEP. 2012



Direction du bureau d'arrondissement

7380, boulevard Maurice-Duplessis, bureau 102
Montréal (Québec) H1E 1M4
Tél. : 514 868-4363
Fax : 514 868-4312

Montréal, le 10 septembre 2012

Envoi par télécopieur : 450 662-6469

Anass Guessous
Groupe Enviro Conseil
1692, Place de Lierre, suite 300
Laval (Québec) H7G 4X7

**Objet : Demande d'accès à l'information – 12025, rue Ontario Est
N/dossier : 2012-137**

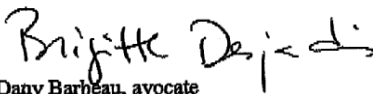
Madame, Monsieur,

Nous avons bien reçu, en date du 6 septembre 2012, votre demande écrite concernant les informations que vous désirez recevoir relativement à l'objet cité en rubrique.

Dès à présent, des recherches sont entreprises afin de les repérer. Vous pouvez être assuré(e) qu'une réponse vous sera expédiée d'ici le 26 septembre 2012.

Par ailleurs, en vertu de l'article 46 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, nous vous informons que si le délai de 20 jours imparti par la Loi pour vous répondre n'est pas respecté, vous aurez droit de recours devant la Commission d'accès à l'information.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos sentiments les meilleurs.

par 
Dany Barbeau, avocate
Responsable de l'accès à l'information
pièces jointes

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin
575 rue Saint-Amable
Bureau 1.10
Québec (Québec) G1R 2G4

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTREAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

14 juin 2006
Mise à jour le 20 septembre 2006



Environnement-Géotechnique-Hygiène industrielle

Transmission par télécopieur

Destinataire : Service de géomantique/archives
Compagnie : Gaz métropolitaine
Téléc. : (514) 598-3619

Expéditeur : Anass Guessous
Date : 9 septembre 2011
Page(s) : 1

Commentaires

Objet : Demande d'accès à l'information

Bonjour,

Dans le cadre d'une étude environnementale, Phase I, nous désirons recevoir les dates de branchement/débranchement au réseau de gaz métropolitain des propriétés suivantes :

- 12025, rue Ontario est, Montréal, Québec.
- 201, Quintal, Saint-Lin-Laurentides.
- 110, Joseph Carrier et 950 avenue Saint-Charles à Vaudreuil-Dorion, Québec.

Recevez madame, monsieur, l'expression de nos meilleures salutations.

Anass Guessous, M. Sc. Env.

1692, Place de Lierre, suite 300
Laval, Québec.
H7G-4X7

Télé. : (450) 662-6400
Téléc. : (450) 662-6469
www.envirogs.com
info@envirogs.com